

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES EN UKRAINE - MARS 2019

1. Résumé

Le résultat du premier tour des élections présidentielles en Ukraine a vu un candidat-surprise, **Vladimir Zelenski**, néophyte en politique, comédien et juriste, l'emporter avec 30.23%, soit une confortable avance sur ses concurrents. C'est un signe clair de lassitude face aux turpitudes des gens au pouvoir, qui sont de mèche avec certains oligarques, ce qui ralentit le rythme des réformes. Ce «**dégagisme**» vise le Président sortant **Petro Poroshenko**, qui - malgré son positionnement très nationaliste « Armée-Langue-Foi » n'a pu récolter que 15.95% des suffrages. Mais cette vague de fond concerne aussi l'égérie historique **Iulia Tymoshenkia** (13.39%), définitivement éliminée du deuxième tour. A noter que c'est la première fois qu'un candidat pro-russe ne passe pas la barre du deuxième tour, même si **Youryi Boiko** a quand même obtenu 11.67% des suffrages. Ce qui va compter maintenant, ce sont les alliances de circonstance et les reports de voix, non seulement en vue du second tour, mais aussi des élections législatives à la Rada en octobre prochain. Que cache ce clair besoin de renouveau?

Les principaux enjeux de ce scrutin sont:

- A. L'arrêt de la **guerre dans le Donbass**. L'Ukraine a de tout temps été constituée d'une majorité parlant ukrainien, catholique et europhile, à l'Ouest du pays; et d'une minorité russophone et orthodoxe au Sud-Est. Quant à l'économie, jadis intégrée au sein de celle de l'URSS, il lui a fallu apprendre à se détacher de celle de son grand voisin pour se réorienter vers l'Europe et les marchés émergents. Le rattachement de la Crimée à la Russie et la guerre larvée le long de la ligne de contact séparant l'Ukraine des territoires indépendantistes de Donetsk et de Luhansk a engendré une situation embrouillée et insatisfaisante pour la plupart des acteurs. La Suisse a d'ailleurs joué un rôle capital pour calmer le jeu entre les grandes puissances au moment où la crise était à son pic. Et le CICR continue d'apporter une aide humanitaire essentielle aux victimes de ce conflit qui s'étire en longueur sans qu'apparaisse une solution.
- B. La poursuite des **réformes économiques et institutionnelles**. Ceci notamment au niveau des institutions financières, malgré leur coût social élevé (prix du gaz et de certaines taxes). Une plus grande indépendance de la justice est aussi souhaitable, pour pouvoir mieux lutter contre le fléau de la corruption. Pour que la démocratie fonctionne bien en

Ukraine, il faudrait que le pouvoir politique parvienne à mieux se démarquer des oligarques.

Le **déroulement des élections** elles-mêmes s'est produit de façon assez **paisible et correcte**. 39 candidats étaient en lice, ce qui représente une belle diversité. De même, le fait que les candidats soient soutenus par divers oligarques ayant chacun leur propre chaîne de télévision a permis une bonne diversité médiatique. Mais la question du financement de la campagne des principaux candidats reste assez opaque. Rares sont les formations politiques (sauf le Parti Communiste) qui ont été empêchés de concourir; mais 12% de l'électorat potentiel en Crimée et au Donbass n'ont pu participer au processus électoral. J'ai pu assister à la fin de la campagne électorale, menée à l'américaine, avec de **gros moyens**. Le jour même de l'élection a été assez calme. 2.344 observateurs internationaux ont pu en suivre le bon déroulé. Il se trouve que j'ai été témoin direct en Bessarabie d'une des assez **rare irrégularités** de ce scrutin, qui a eu droit dans les médias à une couverture nationale; mais il s'agissait davantage d'une erreur technique que d'une volonté délibérée de fraude. De façon générale, la tenue du scrutin peut être considérée comme acceptable. Le second tour aura lieu le 21 avril.

Je tiens à remercier **Guillaume Scheuerer**, ambassadeur de Suisse à Kiev, **Roger Ruffy**, chef adjoint de délégation du CICR, **Grégory Jullien et Maria Donets**.

2. L'Ukraine

Avec ses 603.549 km² de plaines fertiles sans obstacles naturels, l'Ukraine constitue un parfait **amortisseur entre l'Europe et son grand voisin russe**. C'est d'ailleurs bien là son problème principal. Cette transition entre des pays comme la Pologne, la Slovaquie, la Hongrie ou la Roumanie d'une part, et la Russie ou la Biélorussie d'autre part, se fait tout naturellement, sans qu'il existe de frontières évidentes, si ce n'est celles voulues au cours du temps par les grandes puissances. Il s'est ainsi agi d'une sorte de champ libre laissé au passage de tiers, qu'il s'agisse de l'influence orthodoxe remontant en provenance de Constantinople, des Vikings, puis Polonais et Lithuaniens venus du Nord, des Mongols venus de l'Est et bien entendu de l'empire russe. D'où probablement ce besoin d'**affirmer une identité ukrainienne** propre et particulière.

L'Ukraine a de tout temps été constituée de **deux communautés** linguistiques et culturelles principales: a) des Ukrainiens de souche, parlant leur propre langue, catholiques et longtemps sous influence polono-

lithuanienne. Ils occupent essentiellement les zones rurales de l'Ouest et du centre du pays (Lviv, Kiev et jusqu'à Dnipropetrovsk), à savoir deux tiers du territoire national; et b) des Russophones, orthodoxes, jadis sous l'influence des Tatars, puis du Tsar, dans les territoires plus industrialisés de l'Est et du Sud de l'Ukraine (Kharkiv, Marioupol, Odessa). Ceux-ci sont en général plutôt conservateurs, par exemple en ce qui concerne les cas LGBT.

Sur les 44.9 millions d'habitants de ce pays avant sa partition, 77.7% étaient de pure souche ukrainienne et 17.4% russophones, à quoi s'ajoutaient 4.9% de minorités roumaines, polonaises, bulgares, tatares et hongroises. Dans un tel contexte, l'Ukraine se cherche un **dénominateur commun crédible**. Cela peut passer par la recherche de héros. La question de la langue joue aussi un rôle capital. La récente décision d'imposer l'ukrainien comme unique langue officielle est vue comme un facteur de cohésion nationale par les uns, mais comme une atteinte à leurs droits fondamentaux par les autres.

Au cours de l'Histoire récente, l'Ukraine a été froidement annexée par l'**Union Soviétique**. Staline ne s'est pas gêné de procéder à des purges massives, à des déplacements forcés de population et à remettre les paysans ukrainiens au pas, en provoquant dans ce pays fertile une gigantesque famine. Quant à l'économie ukrainienne, elle a été totalement intégrée dans les plans quinquennaux de l'URSS, à la fois l'agriculture (dont elle était le grenier à blé), mais surtout l'industrie lourde installée dans la région minière à l'Est du pays. D'où la difficulté du pays à retomber sur ses propres pattes lors du démantèlement de l'Union soviétique. Mais il y est parvenu. Il est même surprenant de constater la vitesse à laquelle l'Ukraine est parvenue à réorienter ses exportations vers l'Europe et les marchés émergents (Chine, Inde, Afrique).

Lorsque l'Ukraine a déclaré son indépendance en 1991, les forces démocratiques obtinrent un quart des sièges au Parlement. Trois ans plus tard, l'Ukraine sortit du club des puissances nucléaires en échange d'une garantie de son intégrité territoriale. En 2004 se produisit la **Révolution Orange**, suite à un soulèvement populaire, qui permit de tourner la page du communisme. Elle surfit sur un grand enthousiasme populaire et fut saluée par tout le monde occidental.

Mais c'était sans compter avec la réaction de la Russie, qui se sentait menacée par l'OTAN. La Russie a fait sentir à l'Ukraine sa relative dépendance économique, et en particulier énergétique. Elle n'a pas hésité à fermer le robinet du gaz à plusieurs reprises entre 2005 et 2009, pour faire plier l'Ukraine. A quoi est venue s'ajouter la mauvaise gestion interne des affaires du pays, le démantèlement des grands conglomérats industriels et le rachat de ceux-ci pour une bouchée de pain par quelques oligarques, le népotisme et la corruption. Ce qui fait que le gouvernement est repassé

démocratiquement en mains russophiles (Victor Ianoukovytch). Les tensions au sein du pays se firent de plus en plus vives.

L'économie ukrainienne était tiraillée entre son imbrication avec le tissu industriel russe (notamment le secteur minier et métallurgique du Donbass) et son désir de rapprochement avec l'Ouest. À fin 2013, Victor Ianoukovytch décida de ne pas aller de l'avant avec le traité d'association avec l'Union européenne. S'ensuivirent d'importantes manifestations en 2013-2014 et le **soulèvement pro-Européen du Maidan**. Ce vaste mouvement populaire réprimé dans le sang donna l'élan nécessaire à une nouvelle série de réformes et à l'arrivée au pouvoir du camps pro-occidental.

A la même époque des « hommes en vert » armés se répandirent en Crimée, qui firent en sorte qu'un référendum soit organisé. Il en résultat la **proclamation de l'indépendance de la Crimée et son rattachement à la Russie**. L'armée russe occupa alors la péninsule, qui bascula d'un camp dans l'autre. La guerre s'installa de même au **Donbass, dans les provinces séparatistes de Donetsk et de Luhansk**. Dans un premier temps, l'armée ukrainienne dut reculer; puis grâce à des soutiens notamment d'oligarques, la situation s'est rétablie militairement et la ligne de front stabilisée. Les Accords de Minsk 1 et 2 ont permis l'établissement d'un fragile cessez-le-feu et jeté les bases d'un accord de paix. Mais dans les faits, la situation s'est embourbée. Ce conflit a eu pour conséquence le **déplacement d'environ un million et demi de personnes**, dont 850.000 à l'intérieur de l'Ukraine, 350.000 vers la Russie et 250.000 vers l'Europe.

Le Président actuel Petro Poroshenko fut alors investi du pouvoir. L'Ukraine s'est mise à résolument jouer la carte pro-européenne. D'ailleurs, la délégation de l'ambassade européenne à Kiev compte 150 personnes! Mais de l'autre côté, la Russie ne saurait admettre qu'un aussi important de ses anciens satellites ne bascule dans l'OTAN. Pas plus que les Américains n'ont apprécié le soutien militaire de l'URSS à Cuba. Moscou cherche à gagner en influence et en sympathie, notamment en entretenant de bonnes relations au niveau du Parlement européen. Tels sont les derniers événements desquels découle la situation actuelle.

3. Le contexte politique et les enjeux

Les élections présidentielles en Ukraine, dont le premier tour vient d'avoir lieu, est d'une grande importance pour l'avenir des relations entre l'Europe et la Russie. Suite à l'annexion illégale de la **Crimée** par cette dernière et la sécession des territoires du **Donbass** (« Républiques populaires » auto-contrôlées de Donetsk et Louhansk), la situation est **en train de s'enliser**.

Ce conflit larvé qui s'étire depuis quatre ans lasse la population. Les positions respectives de l'Ukraine et de la Russie sont si antinomiques qu'il est difficile d'imaginer à ce stade une solution de compromis. En ce qui concerne la Crimée, la Russie manifeste, notamment avec la construction d'un pont reliant directement la presqu'île au territoire russe qu'elle met en place, son intention d'y rester de façon définitive.

La situation est différente en ce qui concerne le Donbass. Même si l'Ukraine insiste sur le caractère d'Etat agresseur de la Russie et qu'elle exige la « réintégration » de ces territoires « temporairement occupés », il s'agit plutôt de deux provinces ayant fait sécession et qui se gèrent chacune de son côté de façon autonome. Elles sont russophones, affichent leur volonté d'entretenir de **bonnes relations avec Moscou, mais sans pour autant faire partie de la Fédération de Russie**. Elles ont certes fait des tentatives dans ce sens, mais sans que la Russie y donne suite. Ces deux provinces ont ainsi chacune leurs propres Autorités locales et elles se gèrent tant bien que mal. Mais elles ont subi beaucoup de destructions durant la phase de conflit ouvert. Et personne ne se porte vraiment volontaire pour financer la reconstruction de ces régions. Il se trouve d'ailleurs en Ukraine occidentale une frange de la population qui préfère voir ces « renégats » se démener dans leurs difficultés que de leur venir en aide.

Le Donbass souffre au plan économique d'une double ablation: de sa **séparation de l'économie russe dans un premier temps, puis celle de l'économie ukrainienne**. Le cas du charbon est patent en raison de la frontière fermée entre le Donetsk et l'Ukraine (quand bien même cette dernière s'est mise à en importer de Bielo-Russie... qui n'en produit pas!). Bref, le Donbass se trouve actuellement dans une situation de ni de guerre, ni de paix; mais de facto sujette à une espèce de blocus qui fait que son économie est devenue exsangue. Avec des conséquences directes sur la mauvaise qualité de vie de ses habitants et une situation très préoccupante au plan humanitaire. Le CICR joue dans cette région un rôle capital. Il n'est pas possible de laisser la situation s'enliser davantage. Une résolution de la crise du Donbass devient impérative.

Au plan interne, les événements du Maidan ont entraîné un fort mouvement propulsant la société civile sur le devant de la scène. Mais que reste-t-il dans les faits de cet élan populaire? Certes, **certaines réformes** aussi significatives que nécessaires ont été **menées à bien avec succès**: assainissement du système bancaire, mesures dans le domaine de l'énergie, décentralisation, accord d'association en 2014 avec l'Union européenne et libération des visas.

Mais les réformes macro-économiques entreprises (dont la relative indépendance de la banque centrale, la hausse du prix du gaz et de

certaines taxes) pèsent tellement lourd sur les épaules de la classe moyenne que cela en devient insupportable pour beaucoup. Un coût social aussi élevé provoque grogne et frustration parmi la classe moyenne et fait le jeu des populistes de tous bords.

Ceci peut être considéré comme un mal nécessaire. Mais il y a plus préoccupant pour l'avenir de la démocratie en Ukraine: l'accaparement progressif des structures administratives de l'Etat par le pouvoir en place et le maintien du statut quo **protégeant les intérêts de quelques oligarques**. L'indépendance de la justice et la notion d'Etat de droit sont en Ukraine assez relatives. Les oligarques ont le bras tellement long qu'il en découle parfois un réel arbitraire.

C'est ainsi que le Président **Petro Poroshenko** a émergé en 2015 non seulement comme le défenseur de l'Ukraine face à la pression russe et comme l'homme qui incarnait le rapprochement avec l'Occident, mais aussi comme un **candidat de compromis sur lequel la plupart des oligarques étaient parvenus à se mettre d'accord**. Ceux-ci jouent un rôle essentiel dans l'équilibre du pouvoir, d'abord économique, mais aussi politique et médiatique, ainsi qu'au niveau régional. Ils cherchent à s'assurer les appuis nécessaires à la prospérité de leurs affaires, en soutenant plus au moins discrètement ceux des acteurs qui sont le mieux en phase avec leurs intérêts.

Parmi les principaux oligarques, on retrouve **Rinat Akhmetov**, probablement l'homme le plus riche du pays, qui a fait sa fortune dans la région de Donetsk (mines, métallurgie) et que beaucoup considèrent comme le « sauveur du Donbass ». Il s'engage beaucoup pour apporter une aide humanitaire dans la région. Même s'il est resté très discret, il semble que son soutien va à Petro Poroshenko.

En revanche, **Igor Kolomoyskiy** (métallurgie, industrie) est en opposition frontale à Poroshenko depuis que celui-ci a profité des recommandations du FMI pour privatiser en 2016 la Privat Bank qu'il possédait. Igor Kolomoyskiy est considéré comme le moins pro-russe des oligarques. Alors que l'armée ukrainienne était en train de battre en retraite, c'est lui qui est parvenu à mettre sur pied des milices para-militaires et donc à défendre la région de Dnipro. Il soutient les opposants au Président Poroshenko, notamment Vladimir Zelenskiy et Ioulia Tymoshenko.

Parmi les autres oligarques, on peut encore citer **Viktor Pinchuk** (qui apparaît comme indépendant et impartial quant à son soutien), ainsi que **Dmytro Firtash** et **Serguei Lyovochin**, qui soutiennent Yuriy Boiko.

Il semblerait que le Président actuel ait joué un double jeu: celui d'entreprendre des réformes, mais en même temps de limiter la portée de certaines d'entre elles quand celles-ci devenaient gênantes pour ceux qui le soutenaient. C'est ainsi que les réformateurs les plus convaincus ont été peu à peu évincés depuis 2015 et remplacés par des gens de confiance, par exemple le procureur général Yuriy Lutsenko ou Ihor Kononenko. Les structures supposées mener à bien les réformes et d'assurer l'indépendance de la justice ont ainsi été affaiblies. Les activités du Bureau National contre la Corruption (NABU), instauré à la demande des bailleurs internationaux, se heurte souvent à l'avis contraire de l'Agence Nationale de Prévention de la Corruption, ce qui fait que les choses stagnent trop souvent. De son côté, la privatisation des entreprises étatiques tarde souvent à se concrétiser.

Tout cela fait qu'à fin 2018, **plus de 70% des Ukrainiens considéraient que le pays faisait fausse route**, bien sûr à cause de la guerre larvée dans le Donbass, mais aussi à cause des conditions de vie (50%), de l'absence de perspectives d'avenir (40%) et de la corruption (32%).

Accord de cessez-le-feu avec la Russie, rôle des oligarques, rapprochement avec l'Union européenne, lutte contre la corruption, poursuite des réformes institutionnelles et économiques? Telles sont quelques-unes des grandes questions dont la solution dépendra en partie de qui sortira vainqueur du second tour de cette élection présidentielle.

4. Les candidats

Pour faire face à ces enjeux, **39 candidats** se sont disputés les faveurs de l'électorat. Le premier est le Président sortant, Petro Poroshenko. Il s'est retrouvé face à sa rivale historique, Ioulia Tymoshenko, ainsi qu'à un outsider incarnant la rupture d'avec le système établi, Vladimir Zelenski, qui leur a d'ailleurs brûlé la politesse en faisant le meilleur score au premier tour. Ce qui va désormais compter, ce sont les alliances formelles et informelles en vue du deuxième tour, ainsi que des élections législatives d'octobre à la Rada.

Bien que les programmes de la plupart des candidats ne soient pas très précis et qu'ils aient tendance à s'appuyer sur des promesses parfois plus populistes que réalistes, voici en résumé les positionnements respectifs des principaux acteurs de cet immense jeu de l'oie.

4.1. Petro Poroshenko

Le Président sortant avait émergé comme le grand **vainqueur des événements du Maidan en 2014**; mais **son étoile a pâli depuis, en raison d'un bilan en mi-teinte**. Riche homme d'affaire de 53 ans ayant fait fortune dans la confiserie, originaire de la région russophone du pays, le Président Poroshenko se présente comme un fier **défenseur de l'Ukraine, de sa souveraineté et de ses valeurs**. Son slogan « Armée, Langue, Foi » est explicite. Il se positionne comme le garant d'une Ukraine capable de tenir tête à son grand voisin, comme celui qui a réformé une armée ukrainienne exsangue, qui a imposé partout l'usage de la langue ukrainienne (ce qui est à certains égards est discutable) et qui a obtenu la reconnaissance d'un patriarcat propre à l'église orthodoxe ukrainienne, indépendant de Moscou. Cela fait de lui un pur et dur patriote conservateur, dont l'image est renforcée par son statut de chef de guerre.

Pas de surprise donc que ses appuis les plus marqués se retrouvent parmi les forces armées (en tout cas une partie de celles-ci), à quoi s'ajoute le nouveau Patriarche de l'église orthodoxe ukrainienne et ses fidèles, ainsi qu'en général les **conservateurs ultra-nationalistes** et adeptes du repli identitaire. Il bénéficie aussi du soutien de l'ancien président Viktor Iouchchenko et de celui de Vitali Klitschko. A noter aussi qu'il est très proche de l'oligarque Rinat Akhmerov, ce qui lui vaut un accès privilégié à la chaîne de télévision Ukrayna, en plus de la sienne (Channel 5).

En revanche, quelques trous notoires existent dans ce dispositif: à commencer par la défection d'Arsen Avakov, le Ministre de l'Intérieur, très influent au sein des Services de Sécurité (SBN), de la Police, de la Garde nationale et des paramilitaires. Il est aussi en **confrontation frontale avec l'oligarque Igor Kolomoyskiy**, dont il a fait nationaliser la banque (mesure wcertes demandée par cle FMI, mais perçue comme un sale coup personnel).

Certes, il a mis en place des **réformes économiques courageuses et nécessaires, mais impopulaires**. A l'instigation du FMI et de l'Occident, ces réformes se traduisant par une augmentation du prix du gaz et de certaines taxes excessives par rapport à ce que pourrait raisonnablement supporter la majorité des citoyens.

Ses réformes ont **échoué dans le domaine de la lutte contre la corruption**. Le pouvoir des oligarques reste très puissant et une société civile digne de ce nom a de la peine à sa mettre en place. Il y a dans ce domaine un fossé qui se creuse de plus en plus entre les intentions qu'il a proclamées et la sordide réalité. C'est au maintien du système qu'il doit à la

fois sa richesse et sa survie. Et il vient d'ailleurs de se faire éclabousser par un nouveau cas flagrant de corruption dans son entourage proche.

Par ailleurs, **le conflit du Donbass s'est enlisé**. Il coûte cher et lasse de plus en plus l'opinion publique, faute de solution. La plupart des Ukrainiens souhaitent voir une sortie de crise, alors que le conflit avec la Russie est son principal fonds de commerce.

Cela étant, en plus du noyau dur de ses sympathisants, qui est de l'ordre de 15% de l'électorat, il peut aussi rallier à sa cause ceux qui voient en lui une solution de continuité et qui craignent l'aventurisme de confier le sort de l'Etat à un quasi-inconnu.

4.2. Ioulia Tymoshenko

Ioulia Tymoshenko se positionne comme l'**antithèse de Petro Poroshenko**. Elle critique ouvertement son bilan et celles de ses réformes qui n'ont pas abouti. Elle dénonce notamment la politique d'austérité du gouvernement actuel, l'augmentation du prix du gaz ménager et celui des taxes. Elle le fait sans se gêner d'adopter un ton résolument populiste, cela convenant assez bien à **son électorat naturel, plutôt agé, féminin et campagnard** ou en provenance de petites villes de province: en d'autres termes, des **laissés-pour-compte de la croissance**. Elle prend position sur tout, mais les solutions concrètes qu'elle propose restent souvent assez floues. C'est une sorte d'Evita Perón, en version ukrainienne.

Ancienne égérie de la Révolution Orange en 2004, avec sa chevelure caractéristique de tresses blondes, ceci d'ailleurs aux côtés de Petro Poroshenko (!), elle a désormais 58 ans. Cela fait vingt ans qu'elle s'affirme comme une **figure emblématique de la politique ukrainienne** et c'est la troisième fois qu'elle se présente comme candidate à une élection présidentielle, mais sans parvenir à se faire élire au poste suprême. Probablement son échec au premier tour fera-t-il qu'il n'y en aura-t'il pas une quatrième.

Il lui faut gérer la complexité de plusieurs **contradictions**:

- a) Elle se positionne en réformatrice, mais elle est perçue par beaucoup comme la **personnification même d'une vieille garde** (du temps où elle fut Première-ministre) avec son cortège de prébendes, de corruption et d'abus de pouvoir. Elle a même été condamnée à sept ans de prison, mais a été libérée au bout de trois ans passés en prison. Selon VoxCheck

Ukraine, elle serait en tête de liste des politiciens les plus menteurs de pays.

- b) Elle essaie d'élargir sa base électorale traditionnelle en s'adressant en même temps à un **public plus jeune et urbain**, friand de nouvelles technologies. Mais apparaît-elle ainsi comme crédible? J'ai assisté à son grand rallie électoral du 29 mars à Kiev; l'essentiel de ses supporters étaient des femmes assez peu sophistiquées d'une soixantaine d'années.
- c) Elle serait probablement capable d'établir un **dialogue constructif avec Moscou** pour régler la question du Donbass (le Kremlin aurait vu son élection d'un bon œil), mais comment le faire sans se couper de ses soutiens à Washington?

Ioulia Tymoshenko est la **seule candidate à pouvoir s'appuyer sur un parti digne de ce nom**, le Batkivshchyna (BuYT), avec une vraie base dans tout le pays - surtout à l'Ouest - et des structures mobilisables pour des actions d'envergure. Elle bénéficie aussi de l'**appui de l'oligarque Igor Kolomoyskiy**, lequel trouve en elle le moyen de s'opposer au Président Poroshenko. Elle jouit également de l'appui de Mikhail Saakashvili, de l'ancien Patriarche de l'Eglise orthodoxe ukrainienne, et peut-être de l'ancien Premier-ministre Arseniy Iatseniouk, ainsi que du Ministre de l'Intérieur Arsen Avakov. Elle a pu s'appuyer sur un socle d'électeurs inconditionnels de 12-15%, mais avec un nombre à peu près équivalent d'irréductibles opposants. Et sa capacité à mobiliser de nouveaux électeurs semble assez faible. Son principal problème est que ceux qui veulent une vraie rupture d'avec le système en place se retrouvent bien mieux en Vladimir Zelenski.

4.3. Vladimir Zelenski

Vladimir Zelenski est le **grand vainqueur** du premier tour. C'est un Deus Ex Machina de cette campagne, un peu le pendant des Macron ou du mouvement Cinq Étoiles en Europe de l'Ouest. **Comédien comique** à succès, il s'est rendu célèbre en interprétant à la télévision le personnage d'un professeur d'Histoire qui devient, presque à son insu, Président de l'Ukraine! Comme par hasard... D'ailleurs le troisième épisode de cette série à succès vient d'être diffusée sur la chaîne 1+1 en mars, juste avant le premier tour de l'élection. Et pour boucler la boucle, le nom de son parti « Serviteur du Peuple » n'est autre que celui de son émission.

Il a rassemblé de nombreux **votes contestataires**, ceux d'électeurs qui souhaitent un **changement radical de système**, notamment parmi les **jeunes**. Il n'a d'ailleurs lui-même que 41 ans. Non qu'il soit vraiment le candidat d'idées nouvelles (car son parti récemment créé n'affiche pas de programme précis), mais **il incarne l'envie de ceux qui veulent en finir**

avec ce qui a déplu dans la manière de faire tant de Petro Poroshenko que de Ioula Tymoshenko. Il est le champion du «dégagisme». Ce qui interpelle en lui, c'est ce souffle nouveau et ce sang frais, sa volonté affichée de **mettre en place une équipe jeune et adepte des nouvelles technologies.** Il s'engage aussi pour une forme de **démocratie plus participative**, permettant de mieux faire remonter les attentes du peuple et de s'en occuper.

Vladimir Zelenski est donc une inconnue pour la plupart des observateurs. Si sa notoriété est une évidence, qu'il est apprécié et réputé intelligent (il est **diplômé en droit**), on ne sait en revanche pas quel seront ses priorités s'il est élu. N'empêche que sa courbe de popularité n'a cessé de monter dans les sondages au cours de la campagne. Et il a de fortes chances de passer devant Petro Poroshenko au deuxième tour de cette élection présidentielle.

Mais là encore, rien n'est joué d'avance. Car s'il est vrai qu'il caracole en tête avec un score au premier tour de 30.23% des suffrages, c'est aussi un fait qu'il n'a **ni expérience ni programme politique.** Une partie de l'électorat risque de craindre ce saut dans l'inconnu qu'impliquerait le fait de tout miser sur la candidature d'un homme sans expérience politique.

Par exemple, il s'est bien gardé de prendre position sur l'épineuse question du Donbass. D'ailleurs, il est lui-même **russophone.**

Par ailleurs, si devaient apparaître au grand jour ses **liens supposés avec l'oligarque Igor Kolomoyskiy** (propriétaire de la chaîne de télévision 1+1, qui lui a valu la célébrité), cela pourrait le discréditer dans la mesure où il risquerait de perdre de son image de candidat de rupture et d'apparaître comme un **pantin de plus**, à la solde comme les autres de quelque soligarque. Ce qui risque de lui faire perdre une partie de ses adeptes.

4.4. Autres candidats

Yuriy Boiko - de la formation Za Zhitya - est un candidat soutenu par divers **partis pro-russes** (dont le Parti des Régions) de l'époque Ianoukovytch. C'est la première fois qu'un candidat pro-Russe n'atteint pas le stade du deuxième tour. Étant l'un des rares à pouvoir entamer un dialogue direct avec le Kremlin, Yuriy Boïko se présente comme capable de ramener la paix, ce qui est très important. Il peut compter sur un socle stable du 10% des intentions de vote de l'électorat pro-russe traditionnel, notamment dans l'Est et le Sud de l'Ukraine. Il bénéficie du soutien d'oligarques pro-russes comme Viktor Medvechuk, Dmytro Firtash et Serguey Lyovochkin. Yuriy Boiko est l'un des rares proches de l'ancien Président Ianoukovircha à ne pas avoir été

condamné par la justice après les événements du Maïdan. Mais il n'empêche qu'il est perçu comme un candidat clivant et qu'il provoque une forte opposition.

Anatoly Hrytsenko est à la fois un membre de la vieille garde, avec son parti Position Civique, et un fervent partisan de l'Union Européenne et de l'OTAN. Il s'oppose à la Russie, est **un des rares candidats d'envergure à ne pas traîner de casseroles** et à ne pas avoir de lien suspect avec tel ou tel autre oligarque. Il jouit encore d'un prestige certain, remontant au temps où il était **Ministre de la Défense**; et il a un réel charisme personnel.

Andrei Sadovly, maire de Lviv - un bastion nationaliste - à la tête de son parti Samopomish - se positionne comme **résolument pro-européen et pro-réformes**. Il est en phase avec les mouvements **chrétiens-démocrates** en Europe. On lui donne le crédit d'avoir efficacement lutté contre la corruption et d'avoir bien mené sa réforme de l'administration publique. Il s'est assez rapidement désisté au profit de Anatoly Hrytsenko.

Quant aux **partis ultra-nationalistes** d'extrême-droite, ils ont perdu de leur importance depuis les événements du Maïden. Ils sont résolument pro-ukrainiens, bien que discrètement soutenus par des agents russes. Le parti Svoboda (anciennement national socialiste) de **Rouslan Koshulynski** est en pleine déshérence. Quant à **Oleg Lyashko**, du Parti radical, on le considère comme une sorte de Trump local, un électron libre.

Étant donné que le premier tour de cette élection a vu s'affronter pas moins de **39 candidats**, ce qui va compter en définitive, ce seront les **stratégies d'alliance** et le **report des voix** de 37 de ces petits ou moyens partis au deuxième tour. Le jeu sera d'autant plus ouvert que chaque formation politique cherchera en même temps à se positionner en vue des **élections législatives** d'octobre prochain.

5. Le processus électoral

L'organisation et le déroulement du premier tour des élections s'est produit de façon **assez paisible et correcte**, même si beaucoup d'**irrégularités** ont été reportées **en amont** des élections. Mais le **taux de participation** dénote un sens civique élevé: **63,52%**.

Les libertés fondamentales ont été en général respectées, même si la loi martiale décrétée par le Président Poroshenko - suite à l'accrochage naval entre bateaux russe et ukrainien en Mer d'Azov a risqué de limiter celles-ci.

39 candidats étaient en lice, ce qui représente une belle **diversité**. Ils ont pu faire campagne assez librement. Leurs fiches personnelles étaient affichées dans tous les bureaux de vote; et chacun a pu, s'il le voulait, se faire une idée de qui étaient les candidats. Il y a bien eu **2.100 plaintes**, mais somme toute le résultat est jugé comme plutôt satisfaisant.

Rares sont les formations politiques (sauf le Parti Communiste) qui ont été empêchées de concourir. En revanche, **12% de l'électorat potentiel en Crimée et au Donbass n'ont pu participer au processus électoral**, ce qui constitue un biais en matière de représentativité.

Autre élément positif: le fait que les candidats soient soutenus par divers oligarques ayant chacun leur propre chaîne de télévision a permis une bonne **diversité médiatique**. En revanche, certains journalistes étrangers n'ont pas reçu leur accréditation. Et il semble que la couverture médiatique de la campagne a été considérée comme souvent **biaisée**.

La question du **financement de la campagne** des principaux candidats reste assez **opaque**. Cela est d'autant plus intrigant que certains candidats disposaient visiblement de **gros budgets de campagne**.

De nombreux avis concordant font état de rumeurs selon lesquelles des **votes auraient été achetés à l'avance**. Cela est bien sûr plausible, comme dans d'autres pays de cette région du monde. Mais je n'ai personnellement aucun indice me permettant de le corroborer. De même, il semble que la loi électorale ait assez souvent **interprétée de façon plutôt élastique** au cours de la période pre-électorale. Par exemple, le pouvoir en place semble avoir accordé des **augmentations de salaires** ou des bonus en contrepartie de votes favorables. Ou que des programmes d'**assistance sociale** ont été lancés avec le même objectif. De même le Président sortant a multiplié les sorties, sans qu'il soit très clair quand il le faisait à titre officiel ou en tant que candidat.

J'ai eu l'occasion d'assister à Kiev à la fin de la **campagne électorale** proprement dite. J'y ai notamment vu de **grands rallyes politiques** le vendredi dans les rues de la capitale: **cortèges de voitures** avec drapeaux au vent, fumigènes, concerts de klaxons et même fumigènes.

Puis j'ai pu observer un grand rassemblement des partisans de Ioulia Tymoshenko dans le centre historique de Kiev. Organisation à l'américaine, immense scène dressée en pleine place, avec un véritable **spectacle à ciel ouvert**, chanteurs populaires et harangues à la foule, celle-ci étant d'ailleurs venue nombreuse pour assister à ce show gratuit.

Plus curieux: j'ai pu assister vendredi soir à l'université de Kiev à un discours assez partisan de M. Bernard Henry Lévy, en faveur du président Petro Porochenko. Sa prise de position était résolument pro-européenne. Mais cela pose la question de la légitimité d'**étrangers se mêlant de soutenir spécifiquement certains candidats dans une campagne nationale.**

La veille de l'élection, j'étais à Odessa, en région russophone. Les affiches vantant les mérites de tel ou tel partis ont été remplacées par des affiches avec un seul mot. Ceux-ci étaient suffisamment explicites pour que la population comprenne de qui il s'agissait.

J'ai assisté samedi à une **audition publique du tribunal d'Odessa**. M. Victor Fedosiuk, représentant du parti Svoboda (un groupe radical de jeunes ultra-nationaliste, anciennement parti national-socialiste!), accusait le chef de la Commission électorale du district 133 d'avoir refusé de lui remettre 17 badges d'observateurs nationaux pour les membres de son parti. La raison en était que, selon la loi électorale, le bureau n'était pas autorisé à remettre directement des badges d'observateurs aux représentants des candidats eux-mêmes. Mais M. Fedosiuk a insisté sur le fait que le district 133 aurait distribué ces fameux sésames aux représentants d'autres partis.

Le bureau électoral soutenait au contraire qu'environ un millier de cartes d'observateurs avaient déjà été émises pour le seul district 133, ce qui signifiait qu'il y aurait une centaine d'observateurs par bureau. Et qu'une telle masse d'observateurs risquait bien de nuire au bon déroulement du scrutin, avec certains observateurs faisant pression sur les électeurs présents. Ceci en particulier de la part d'un groupe de jeunes radicalisés. Mais bien sûr, cela n'est pas un argument juridique. Ce qui compte, c'est l'application de la loi électorale.

Après avoir bien écouté une partie, puis l'autre, la Cour a finalement donné raison à la Commission électorale du district 133. À mon avis, les délibérations se sont déroulées **dans le bon ordre**; et je n'ai **rien noté de suspect**.

Le jour même de l'élection a été assez calme, les électeurs ont pu aller voter sans contrainte et il ne s'est produit que relativement peu d'incidents.

2.344 observateurs internationaux et une nuée d'observateur nationaux ont pu s'assurer du bon déroulement de cette élection. **Mais aucun Russe** n'a été admis. Dans l'ensemble, 84% des observateurs ont émis un avis plutôt favorable quant à la manière dont ces élections se sont tenues.

Je suis allé observer ces élections dans des bureaux de votes en Bessarabie, un territoire à l'Histoire compliquée, revendiqué par la Roumanie. Il se trouve que j'ai été **témoin direct d'une des assez rares irrégularités** de ce scrutin, qui a fait par la suite l'objet d'une couverture médiatique nationale; mais il s'agissait davantage d'une erreur technique que d'une volonté délibérée de fraude.

Extrait de mes notes: « Nous arrivons vers 11h30 à Ismayil, qui est une ville sur la frontière avec la Roumanie. Sa population officielle est de 72.000 habitants, mais en réalité près du double (résidents non déclarés). »

« Il y a semble-t-il une quarantaine d'observateurs en ville, dont 15 observateurs internationaux. Nous allons au bureau de la Commission Electorale Régionale 143. Je dois m'y enregistrer. J'y vais avec Maria, ma traductrice, mes trois autres accompagnateurs préférant attendre dehors. On nous fait monter au premier étage, pour y effectuer les formalités auprès de la Commission électorale 143, puis redescendre dans un bureau très en désordre. La responsable, une dame d'une cinquantaine d'années est très souriante. Mais voilà que le registre des visiteurs est au troisième étage (!). Alors, pour nous éviter le désagrément de remonter toutes ces marches, ils envoient un jeune homme. Lequel apparemment se retrouve face à une porte fermée à clé. Aucune mauvaise volonté, juste du désordre. »

« Nous allons au bureau 511.003 qui est installé dans le lycée polytechnique d'Ismayil. Les activités électorales de ce bureau ont été stoppées (« interruption technique » selon le jargon officiel) à 06:30 sur instruction de la Commission Électorale. Car le numéro (510.003) du sceau pour valider les bulletins de vote reçu par ce bureau ne correspond pas au numéro officiel attribué à ce même bureau.

« Les membres du bureau avaient utilisé ce sceau pour pre-timbrer vendredi les bulletins de vote, mais sans se rendre compte que le numéro était faux. Ce n'est que samedi soir que la police chargée de protéger le coffre-fort où étaient gardés les bulletins de vote s'est rendue compte de cette faute. Les responsables du bureau ont alors avisé la Commission électorale d'Ismayil, qui a fait remonter l'information à Kiev. La décision est alors tombée ce matin de mettre le bureau 511.003 en interruption technique. »

« 2373 bulletins de vote ont été détruits. Un nouveau sceau doit être envoyé de Kiev. Il devrait arriver vers deux heures de l'après-midi. Il faudra alors aux gens de ce bureau environ deux heures de plus pour estampiller les bulletins. Ce qui fait que le bureau 511003 ne pourra vraisemblablement fonctionner que durant quatre heures, au lieu de douze, ce qui constitue un handicap pour le bon fonctionnement de la démocratie. Je place alors un commentaire

en direct sur Facebook, qui sera repris par la chaîne moscovite de Russia Today. »

« Un cas semblable se produit au bureau de vote 511002. Nous nous y rendons. Mais le chauffeur se trompe de destination et il nous emmène à un bureau de vote pour détenus, dans une prison. Premier mur et portail surmonté d'un drapeau ukrainien. Puis seconde enceinte. Avec de gros barreaux, des grillages et barbelés au-dessus de la cour. On parle avec la gardienne de l'entrée. Ce n'est pas là. Alors on repart. »

« Nous arrivons au bureau 510994, où tout fonctionne bien. Les tables de préparation, les isolements, les urnes, tout est en ordre. Un des responsables nous indique que le taux de participation est très élevé. Il fait grand beau, mais aussi chaud. C'est comme l'été. Avec une ambiance méditerranéenne en prime. »

« Puis nous allons au bureau de vote 511002. Le même problème a été identifié qu'au bureau 511003, mais seulement à huit heures et demie ce matin. Compte tenu du court délai, la Commission Centrale Electorale de Kiev a décidé de leur permettre de garder les 2.112 bulletins incriminés. Et ce bureau est en pleine action quand nous y passons vers 13h45. »

« Nous reprenons la voiture et allons à Tatarbunary, où nous allons nous enregistrer au bureau de la Commission Électorale Régionale 141. Et nous descendons, dans le même édifice, au bureau de vote 510861. Tout y est en ordre. Je constate, sans trop de surprise, que l'écrasante majorité des personnes officiant dans les bureaux de vote sont des femmes. »

« Retour à Odessa. Nous prenons nos quartiers pour la soirée dans un autre bureau électoral, lui aussi dans la même école: le 511.124. Nous y assistons au dépouillement. Les choses se font dans le bon ordre. Le Président et son équipe commencent par compter le nombre de bulletin de vote, lequel doit coïncider avec le manifeste. Puis se déroule une étape du processus après l'autre. Je ne constate aucune erreur de procédure. Et en plus cela se passe dans la bonne humeur, tous partis confondus. »

« Bref: le processus électoral semble dans l'ensemble avoir été assez bien respecté. »

6. Présence de la Suisse en Ukraine

La Suisse est bien représentée en Ukraine, où **elle a joué (et continue de jouer) un rôle important, notamment dans le contexte des tensions entre ce pays et la Russie**, et plus particulièrement au Donbass. Les diplomates suisses (avec en tête Didier Burkhalter, alors président de la Confédération et chef du DFAE, ainsi que Président de l'OSCE) ont joué un rôle de pivot entre Russes, Américains, Ukrainiens et Européens, ceci au plus haut niveau et au plus vif de la crise.

La Suisse a aussi été très impliquée dans la négociation des accords de Minsk. Ceux-ci ont été assez bien conduits, bien que l'urgence de la nécessité d'un cessez-le-feu ait prévalu sur certaines précisions de l'accord de paix lui-même. Des quatre lots principaux de travail (accord politique, cessez-le-feu et arrêt des opérations militaires, économie et aide humanitaire), la Suisse s'est chargée par l'intermédiaire de Tony Frish du quatrième volet, y compris de l'échange de prisonniers.

Aujourd'hui encore, la Suisse est active **des deux côtés de la ligne de front au Donbass**. Forte d'un budget annuel de développement de 25 millions CHF, plus 5 mio CHF d'aide humanitaire, elle gère des programmes de décentralisation administrative, d'efficacité énergétique, de santé et de soutien à des start-ups locales.

Au plan économique, la Suisse se situe au **neuvième rang en termes d'investissements étrangers** en Ukraine. **130 entreprises suisses** y sont actives, dont en particulier Nestlé et Philip Morris, mais aussi Vetropak, Glaströsch, Sorbes, Syngenta, SGS, etc. Des secteurs tels que l'agriculture, le négoce des matières premières, l'informatique sont particulièrement attractifs.

7. Activités du CICR en Ukraine

Le CICR est très actif en Ukraine, des deux côtés de la ligne de contact. Son budget opérationnel a été de 66 millions de francs en 2018, dont des dons de 19 mio en provenance des Etats-Unis, 14 de Grande-Bretagne, 11 de l'Union Européenne, 8 de l'Allemagne. **Le budget 2019 est de 69.4 millions de francs**. Cela en fait la huitième plus grosse opération du CICR dans le monde. La délégation du CICR en Ukraine compte **85 expatriés et environ 450 employés locaux**. La base en Crimée a dû être fermée en raison des opérations militaires.

À titre de comparaison, le budget total du «humanitarian response plan» de l'ONU et de ses agences spécialisées était l'an dernier de 187 millions de dollars, mais dont un tiers seulement a pu être dépensé, à savoir une somme équivalente à celle du CICR. Officiellement, chaque organisation opère des deux côtés de la ligne de contacts; mais dans les faits, le CICR est une des **rare organisations parvenant à réaliser un travail effectif dans les territoires insurgés du Donbass** (selon la terminologie officielle: les "territoires temporairement occupés"). La situation humanitaire y est assez préoccupante. Le PAM a même quitté la zone.

A noter encore la nécessité d'opérer une claire distinction entre les activités de l'OSCE (chargée de faire respecter un cessez-le-feu plus au moins effectif, car les escarmouches sont presque quotidiennes) et celles du CICR, qui se doit d'apporter en toute neutralité une aide humanitaire d'urgence et qui s'inscrit aussi dans la durée.

Cette guerre a fait **12.000 morts** et 20.000 blessés. En ce qui concerne le travail de protection du CICR, on compte actuellement quelque **1.500 personnes disparues**: 500 à l'Ouest de la ligne de contact, 500 à Louhansk et 500 à Donetsk. Le CICR suit activement 741 cas concrets et accorde un soutien psycho-social aux familles de ces personnes disparues.

Le CICR **visite 373 détenus**, éparpillés dans pas moins de 53 lieux de détention. Plusieurs échanges de prisonniers ont eu lieu. L'Agence s'efforce de faire parvenir des nouvelles de l'autre côtés de la ligne de contact. De même, l'organisation s'emploie aussi à l'identification des morts, pour les rendre à leurs familles.

Une activité très particulière consiste à faciliter dans la mesure du possible le **passage d'Est en Ouest pour les population civiles**, soit pour retrouver des parents, soit pour que les gens puissent aller timbrer et recevoir leur pension (seulement possible à l'Ouest). On compte environ un million de passages par mois, essentiellement de la part de personnes âgées. Or, aux **cinq points de passage** existants, les ponts sont fortement endommagés et les files d'attente très longues, souvent dans un froid de canard. D'où la réponse du CICR: échelles pour pouvoir mieux passer, tentes pour se réchauffer, thermos...).

Une ville comme Donetsk est en soi déjà bien développée. Encore faut-il que les secours y parviennent, soit en provenance de Kiev, soit au travers de la poreuse frontière avec la Russie. Mais le problème principal se situe surtout à proximité de la ligne de contact, où ce sont essentiellement des vieux qui sont restés. Bien qu'épisodiques, les tirs y sont encore bien réels; et l'assistance peine à y arriver. L'aide à cette frange particulièrement

vulnérable de la population provient essentiellement du CICR. L'assistance qui leur est destinée est plurimorphe.

Il y a d'une part **l'aide d'urgence**: distribution de quelques **300.000 colis** contenant des biens de première nécessité et des aliments variés, mettant du beurre dans les épinars de personnes du troisième âge, dont la pension est de 52 francs par mois; **partage de nourriture** (par exemple 7.000 élèves dans le cadre de leur école) ou de moyens de chauffage (9.000 foyers ayant reçu des briquettes); visite de 680 **personnes âgées** par des infirmières de la Croix-Rouge, ou encore 18.000 patients traités dans **quatre cliniques mobiles URCS** à proximité de la ligne de contact; **60 hôpitaux fournis** en équipements médicaux et antibiotiques, **400.000 flacons d'insuline** et deux banques de sang; 900 personnes formées pour prodiguer les **premiers soins**.

Mais il existe aussi des projets liés au fameux nexus entre humanitaire et développement. Par exemple une assistance dont le but est de permettre une certaine **auto-suffisance**: distribution de mille serres, de vaches, de poules et de lapins, de bocaux et de sucre (pour faire des confitures). Quelques distributions d'argent ont aussi lieu pour permettre le développement de petits **projets entrepreneuriaux**: café social, salon de beauté, réparation d'air conditionné...

Ou encore **reconstruction de la station de pompage de Karlivska**, permettant à **300.000 personnes d'avoir de l'eau potable**, reconstruction d'un réseau de conduites d'eau endommagées pendant la guerre; distribution par camions-citernes de 144.000 litres d'eau potable, offre de 148 tons de Chlorine pour désinfecter l'eau.

Le CICR doit aussi déployer tout son art de la diplomatie pour proposer l'établissement de **zones démilitarisées pour faire fonctionner des installations (eau, électricité) à cheval sur la frontière**.

C'est donc de la **complémentarité entre son approche traditionnelle (neutralité et impartialité) et d'investissement à plus long terme** que le CICR parvient à déployer un effet optimal pour les victimes de ce conflit.

Claude Béglé, Conseiller national